

Prend part à la discussion : des propositions de lois relatives aux spécialités pharmaceutiques : Art. 2 : *Amendement de M. Arthaud tendant à ne pas rembourser les produits dépassant le tarif pharmaceutique national* [25 mai 1948] (p. 2884) ; *Amendement de M. Solinhac tendant à rembourser les élixirs et vins* (p. 2885, 2886) ; — du projet de loi relatif aux loyers : Titre II : *Allocations logements* : en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 juin 1948] (p. 3709, 3710) ; Art. 64 : *Son amendement tendant à accorder l'allocation logement aux familles ayant deux enfants à charge* (p. 3715) ; *le retire* (p. 3716) ; *Son amendement tendant à ne pas accorder l'allocation aux personnes ayant des ressources supérieures à un plafond fixé* (p. 3719) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 16 C : *Son amendement tendant à tenir compte des personnes à charges pour l'allocation logement* [23 juin 1948] (p. 2820) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 16 II : *Son amendement tendant à ne pas accorder l'allocation logement aux personnes jouissant d'un logement gratuit* (p. 3835) ; *Son amendement tendant à faire régler par décret le plafond des ressources nécessaires pour obtenir l'allocation logement* (p. 3836) ; Art. 16 I : *Son amendement relatif à la date d'application de l'allocation logement* (p. 3837) ; *Amendement de M. Duquesne relatif à la mise en vigueur de l'allocation logement* (p. 3839, 3840) ; Art. 65 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer les deux derniers alinéas* (p. 3840, 3841) ; Art. 69 : *Son amendement relatif au financement des allocations-logement* [24 juin 1948] (p. 3897) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A. SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 100 : *Ses observations sur la situation sanitaire* [29 juillet 1948] (p. 5039, 5040, 5041) ; Chap. 416 : *Protection sociale des aveugles* (p. 5057) ; — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale* [18 novembre 1948] (p. 7078) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1774, 1775, 1776). — Est entendu au sujet d'un conflit de compétence entre deux commissions [13 juillet 1949] (p. 4705). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes ; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas dimi-*

*nuer la pension des aveugles* [19 juillet 1949] (p. 4764) ; Art. 5 : *Son amendement relatif à l'allocation spéciale aux parents d'enfants déficients* (p. 4768) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à maintenir l'ordonnance du 3 juillet 1945 relative au statut social des aveugles* (p. 4770) ; — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur par intérim* (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [28 mars 1950] (p. 2431, 2432) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; P.T.T., Chap. 1020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le Centre national d'études des télécommunications* [3 mai 1950] (p. 3199) ; Chap. 1040 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les auxiliaires du Centre national d'études des télécommunications* (p. 3200) ; Chap. 3090 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le fonctionnement du centre national d'études des télécommunications* (p. 3228) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION ; *Discussion générale (ses observations sur la construction d'hôpitaux et la fabrication de la cortisone)* [12 juin 1950] (p. 4602, 4603) ; — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile ; Article unique : *Assimilation fiscale des artisans à domicile et des salariés* [30 mai 1950] (p. 3986) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'hygiène sociale, l'insuffisance des crédits prévus* [4 mai 1951] (p. 4525, 4526, 4527) ; Chap. 1090 : *Inspecteurs de la pharmacie (personnel contractuel)* (p. 4527) ; Chap. 3000 : *Matériel de l'administration centrale* (p. 4530) ; Chap. 3100 : *Contrôle des sérums et vaccins (morts survenues après vaccination anti-diphthérique et anti-tétanique)* (p. 4530) ; Chap. 4070 : *lutte anti-vénérienne* (p. 4569).

**BARTHÉLEMY (M. André)**, Député du Jura.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier

1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission [21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348) — Est nommé : membre suppléant du Conseil supérieur de la magistrature [18 mars 1947] (p. 868); membre de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837). — Est nommé, par la Commission des territoires d'outre-mer, membre du Conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer [21 février 1951] (**F. n° 679**). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la charge des budgets du Ministère de l'Éducation nationale et de l'Agriculture les frais d'administration, d'entretien et de fonctionnement du collège technique et moderne et Ecole du Bois de Mouchard (Jura) qui serait ainsi transformée en Ecole nationale professionnelle du Bois, **n° 372**. — Le 31 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi autorisant l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris et sa banlieue, **n° 423**. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale autorisant l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris et sa banlieue, **n° 745**. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des P. T. T. le tissu nécessaire pour l'attribution immédiate de vêtements au personnel doté d'une tenue d'uniforme, **n° 1323**. — Le 10 juin 1947, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 portant reclassement de carrière à tous les fonctionnaires et agents des services publics coupés du pouvoir central par fait de guerre, y compris certains bénéficiaires de la loi d'am-

nistie **n° 46-729** du 16 avril 1946, **n° 1630**. — Le 25 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à assurer au personnel des P. T. T. les prestations en nature auxquelles il a droit; 2<sup>o</sup> de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des P. T. T. le tissu nécessaire pour l'attribution immédiate de vêtements au personnel doté d'une tenue d'uniforme, **n° 1819**. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager la fabrication du gruyère de qualité, **n° 2331**. — Le 26 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser le développement du tourisme populaire dans les départements de la région jurassienne, **n° 2495**. — Le 4 août 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires exerçant dans la métropole, originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, des mêmes délais de route et droit de passage gratuit que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer, **n° 5143**. — Le 6 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier le personnel féminin des P. T. T. des dispositions précisées au statut général des fonctionnaires par l'article 140 1<sup>o</sup> *in fine*, **n° 5193**. — Le 12 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel de l'ex-Compagnie générale des automobiles postales intégré dans les cadres de l'Administration des P. T. T., en vertu de la loi n° 47-431 du 12 mars 1947, le bénéfice de l'article premier de la loi du 14 avril 1924, permettant d'effectuer des versements rétroactifs basés sur le temps d'auxiliarat, pour constitution de pension de retraite, **n° 5247**. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques, **n° 6003**. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques, **n° 6004**. — Le 15 février 1949,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit supplémentaire pour la systématisation de la lutte contre les insectes parasites des forêts et, plus particulièrement, contre les bostryches qui causent d'inquiétants ravages dans les Vosges, le Jura et les Landes, n° 6440. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de plein droit, à titre transitoire, de la présomption d'origine pour l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946, les fonctionnaires non guéris, en congé de longue durée à la date du 22 octobre 1946, n° 6441. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une subvention annuelle de 300.000 francs pour l'entretien des maisons natale et familiale de Louis Pasteur, transformées en musées à Dôle et à Arbois et contrôlées par l'Etat, n° 6736. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des P. T. T. les crédits nécessaires pour que les facteurs et agents techniques des P. T. T. soient dotés de tenues et de vêtements de travail dans les mêmes conditions que le personnel similaire des autres administrations, n° 6751. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des facteurs ruraux des bicyclettes à moteur auxiliaire, n° 6778. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radio-électriques, n° 7053. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques, n° 7054. — Le 19 mai 1949, une proposition de loi tendant à créer sous forme de principalat, un avancement d'échelon, pour les facteurs, chargeurs, manutentionnaires et plantons des P. T. T., en vue de maintenir un parallélisme de carrière entre les personnels similaires de diverses admi-

nistrations, n° 7205. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des P. T. T. les crédits nécessaires pour que les facteurs et agents techniques des P. T. T. soient dotés de tenues et de vêtements de travail dans les mêmes conditions que le personnel similaire des autres administrations, n° 7324. — Le 3 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'immédiates mesures de sauvegarde pour assurer la protection et le développement de l'industrie pipière française, n° 7351. — Le 3 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de sauvegarde de l'industrie horlogère française sérieusement menacée par la crise économique et le rétrécissement de ses débouchés et à prendre toutes dispositions pour encourager le développement et la prospérité de cette production, n° 7363. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des P. T. T. des dispositions des articles 3 et 6 du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat, n° 7638. — Le 8 juillet 1949, une proposition de loi tendant à la création d'un principalat pour les agents des lignes des P. T. T., n° 7802. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à considérer la poliomyélite comme maladie permettant d'accorder aux fonctionnaires le bénéfice des dispositions de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946, n° 8357. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'application des dispositions du statut des personnels ouvrier et employé de l'Institut géographique national et de l'imprimerie de l'Etablissement central de la météorologie, en ce qui concerne la parité de leurs salaires avec ceux des professions similaires de l'industrie, n° 8442. — Le 24 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître d'utilité publique l'association : Groupe spéléologique jurassien, n° 8475. — Le 20 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur

la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel de l'ex-Compagnie générale des automobiles postales intégré dans les cadres de l'Administration des P. T. T., en vertu de la loi n° 47-431 du 12 mars 1947, le bénéfice de l'article premier de la loi du 14 avril 1924, permettant d'effectuer des versements rétroactifs basés sur le temps d'auxiliarat, pour constitution de pension de retraite, n° 9022. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à porter de 6.000 à 30.000 francs le chiffre limite prévu par le décret du 25 août 1937, modifié par l'acte dit loi du 6 août 1941, de la procédure de recouvrement simplifiée des petites créances commerciales, n° 9218. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à permettre aux fonctionnaires des services actifs issus des services sédentaires, atteints par la limite d'âge de leur catégorie, de demeurer en fonction — au plus tard jusqu'à l'âge de 60 ans — jusqu'à ce qu'ils aient acquis le droit à pension liquidée sur la totalité de leurs services, n° 9251. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à la réalisation immédiate de la réforme du Cadre des ouvriers d'Etat des P. T. T., n° 9253. — Le 9 mai 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier le personnel titulaire et auxiliaire des P. T. T. des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 mars 1941 accordant une déduction supplémentaire pour le calcul de l'impôt cédulaire sur les salaires à certaines catégories de contribuables, n° 9898. — Le 16 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes mesures utiles pour assurer la sauvegarde de l'industrie française de la taille du diamant, n° 9955. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les inspecteurs, inspecteurs-adjoints des installations électromécaniques et des lignes souterraines à grande distance, n° 9969. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours d'urgence aux sinistrés par la grêle du 25 mai 1950 des régions de Pontarlier à Besançon (Doubs), n° 10053. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les con-

ditions de diplômes fixées pour l'accès des inspecteurs des P. T. T. à l'indice 390 et contraires à la loi du 19 octobre 1946, n° 10068. — Le 20 juin 1950, une proposition de loi revalorisant le taux et le maximum de l'allocation viagère accordée aux personnels auxiliaires temporaires des administrations et établissements publics de l'Etat par la loi validée du 18 septembre 1940, n° 10363. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à l'attribution aux facteurs des P. T. T., obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence, n° 10610. — Le 20 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Légion d'honneur au mécanicien du train n° 611 et à l'aiguilleur de service au poste 2 à Saint-Amour, le 3 juillet 1950, dont le sang-froid a évité une double catastrophe, n° 10671. — Le 22 juillet 1950, une proposition de loi tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, n° 10714. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les inspecteurs, inspecteurs-adjoints des installations électromécaniques et des lignes souterraines à grande distance, n° 10902. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Légion d'honneur au mécanicien du train n° 611 et à l'aiguilleur de service au poste 2 à Saint-Amour le 3 juillet 1950, dont le sang-froid a évité une double catastrophe, n° 10903. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le mode de calcul des retenues rétroactives effectuées pour la validation du temps de service de non-titulaires des administrations publiques en vue de l'établissement au droit à pension d'ancienneté, n° 11322. —

Le 29 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux communes et aux sinistrés des récentes inondations dans le département du Jura un premier secours de 200 millions de francs et à exonérer les sinistrés du paiement de leurs impôts pour 1951, **n° 11446**. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 92 de la loi du 26 septembre 1948 en portant respectivement à 50.000, 25.000 et 125.000 francs, les chiffres des règlements de paiement prévus par les alinéas premier, 2 et 3 de l'article premier de la loi validée du 22 octobre 1940, relative aux règlements par chèques et virements, **n° 12047**. — Le 2 février 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux agents, employés et ouvriers des P. T. T., en fonction dans le département de la Corse, **n° 12062**. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution aux catégories les plus défavorisées du personnel des P. T. T. et des autres administrations qui, à la faveur du reclassement, n'ont bénéficié d'aucun avantage ou d'un avantage restreint, d'une indemnité corrective mensuelle égale à la différence entre le montant de la dernière tranche de reclassement et 4.250 francs, **n° 12332**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser et à unifier l'indemnité de frais de voyage des agents et employés des services ambulants de l'administration des P. T. T., **n° 12398**. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 11364) de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux gérants d'agences postales, avec toutes les garanties et avantages concédés à cette catégorie, **n° 12699**. — Le 2 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 2 août 1927 modifiant la loi du 8 octobre 1919 portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce, **n° 13052**. — Le 12 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consentir des dégrèvements d'impôts et à indemniser les viticulteurs et cultivateurs jurassiens victimes des gelées tardives qui ont causé de très gros dégâts dans les régions du vignoble du Revermont et de la plaine du Finage et de la Bresse, **n° 13229**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris, en qualité de *Rapporteur* [7 février 1947] (p. 220) ; sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [4 mars 1947] (p. 558) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'Exercice 1947 : Etat C : POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 776) ; Chap. 902 : *Équipement en matériel électrique et radio-électrique* (p. 777) ; — Son rapport sur une pétition [13 juin 1947] (p. 2128). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), P. T. T. : BUDGET ANNEXE : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2943, 2944, 2945, 2946) ; Chap. 303 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour fournitures et mobiliers de bureau* [11 juillet 1947] (p. 2971) ; *le maintient* (p. 2972) ; Chap. 312 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour achats de matériel automobile* (p. 2974) ; *le maintient* (ibid) ; Chap. 313 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour fonctionnement des automobiles* (p. 2975) ; *le maintient* (ibid.) ; Chap. 315 : *Services extérieurs* (ibid.) ; CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : Chap. 108 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour indemnités aux services extérieurs* [16 juillet 1947] (p. 3056, 3057) ; *le maintient, puis le retire* (p. 3057) ; Chap. 302 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les locaux et le mobilier* (p. 3057) ; LOI DE FINANCES : Art. 13 : *Son amendement tendant à autoriser le Ministre des P. T. T. à changer, par décret, la dénomination de plusieurs catégories de personnel des P. T. T.* [22 juillet 1947] (p. 3343, 3344). — Pose à M. le Ministre des P. T. T. une question relative au calcul de l'allocation de salaire unique des fonctionnaires des P. T. T. [8 août 1947] (p. 4117). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégageant des cadres de fonctionnaires ; Art. 5 : *Son amendement tendant à préciser les fonctions des commissions paritaires de licenciement* [12 août 1947] (p. 4276) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à tenir compte de l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique dans les licenciements* (p. 4277) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à soumettre les opérations*

*des commissions paritaires de licenciement à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 4285) — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Ses explications de vote sur le troisième alinéa* [3 décembre 1947] (p. 5477, 5478); — du projet de loi portant reconduction, à l'Exercice 1948, des crédits du Budget 1947 : Etat I, FINANCES : *Son amendement relatif au rajustement des pensions civiles et militaires* [27 décembre 1947] (p. 6326); Art. 5 . BUDGETS ANNEXES : *Reconduction des crédits des budgets annexes* (p. 6382, 6383). — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 396, 397, 398); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour attirer l'attention sur les agents des P. T. T.* [5 février 1948] (p. 447, 448), [6 février 1948] (p. 491, 492); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses de reconstruction et d'équipement (Budget 1948) : Etat A, ÉDUCATION NATIONALE : Chap. 908 : *Equiperment des écoles d'enseignement technique* [25 février 1948] (p. 1066, 1067); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'Exercice 1948 : Etat A, P. T. T. : Chap. 100 : *Ses observations sur le budget des P. T. T., les abonnements au téléphone, les traitements des fonctionnaires* [21 juin 1948] (p. 3737 et suiv.); *Son amendement tendant à prévoir le reclassement des commis des P. T. T. par la création d'emplois de contrôleurs* (p. 3743); Chap. 106 : *Différence de traitement entre les agents des P. T. T. et ceux des Finances* (p. 3746); Chap. 117 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les indemnités de responsabilité et les frais de déplacement* (p. 3748); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Chap. 133 : *Service de la pharmacie (Hopital de Saint-Ylie)* [29 juillet 1948] (p. 5048, 5049); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires : *Discussion générale* [6 août 1948] (p. 5475); Art. 64 : *Amendement de M. Cherrier tendant à définir le minimum vital pour l'application de la loi* (p. 5497, 5498); — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses pour l'Exercice 1948 (*collectif de dévaluation*) : Art. 3 : *Ouverture de crédits pour les budgets annexes* (P. T. T.) [23 août 1948] (p. 6125); Art. 5 : *Crédits pour l'équipement et*

*investissements* (P. T. T.) (p. 6126, 6127). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de licenciement prises à l'égard des travailleurs des P. T. T. [16 novembre 1948] (p. 6990). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 3 : *Ouverture de crédits pour les P. T. T., travaux de reconstruction et d'équipement des P. T. T.* [31 décembre 1948] (p. 8213, 8214); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949; Art. 38 : *Budget annexe des P. T. T.* [31 décembre 1948] (p. 8266, 8267, 8268, 8269, 8270); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1118, 1119). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative à l'insuffisance des crédits obtenus par les P. T. T. en janvier 1948 [4 mars 1949] (p. 1256, 1257). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293); Chap. 112 : *Son amendement tendant à réduire de 3.800.000 francs l'annulation sur les lignes et installations électriques* (p. 2301); *le retire* (ibid.); Chap. 113 : *Son amendement tendant à réduire de 977.000 francs l'annulation sur le service des locaux* (p. 2301); Chap. 1242 : *Son amendement tendant à augmenter de mille francs l'annulation des crédits sur le reclassement de la fonction publique* (p. 2303, 2304); *Son amendement analogue* (p. 2304); Chap. 106 : *Son amendement tendant à augmenter de 1 million l'annulation sur les crédits du service des directions (transformation d'emplois)* [14 avril 1949] (p. 2448); *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'annulation sur les crédits de ce chapitre (création de 60 emplois de directeurs adjoints)* (p. 2449); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat F, Chap. 106 : *Services des directions* [9 juin 1949] (p. 3213, 3214); Chap. 107 : *Services intérieurs des bureaux* (p. 3214); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 9019 : *Travaux d'équipement rural* [4 juillet 1949] (p. 4450, 4451); Etat D, P. T. T., Chap. 9029 : *Matériel électrique et radio-électrique* [6 juillet 1949] (p. 4298, 4299). — Dépose une demande d'in-

terpellation sur les sanctions arbitraires prises par le Gouvernement contre le personnel des P. T. T. [28 février 1950] (p. 1524). — Pose à M. le Ministre des travaux publics et des transports, une question relative à l'accident d'autorail de Salins-les-Bains [28 avril 1950] (p. 3059, 3060). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur les recettes des P. T. T.* [3 mai 1950] (p. 3193, 3194, 3195); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services intérieurs des bureaux* (p. 3202, 3203); Chap. 1080 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des lignes (Observations sur les transformations d'emplois)* (p. 3217); Chap. 1140 : *Son amendement tendant à rétablir complètement les crédits demandés pour le personnel du service technique spécialisé* (p. 3219); Chap. 1240 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Observations sur la prime de vacances)* (p. 3223); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1390 : *Personnel ouvrier de l'Institut national géographique* [7 juin 1950] (p. 4406, 4407); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités à la S.N.C.F. (billets de congés payés à prix réduits)* (p. 4421, 4422); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de l'expansion économique à l'étranger (crise des tailleries françaises de diamants)* [16 juin 1950] (p. 4936, 4937); *le retire* (p. 4937); AVIATION CIVILE, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la navigation aérienne* [19 juin 1950] (p. 4990); Chap. 1170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la météorologie nationale (imprimeurs de la météorologie)* (p. 4994); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air-France (prime de vacances au personnel d'Air-France)* [20 juin 1950] (p. 5023, 5024); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5031, 5032); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1630 : *Indemnités de suppléances aux professeurs d'éducation physique* [17 juillet 1950] (p. 5481, 5482); Chap. 5550 : *Son amendement tendant à*

*réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention aux musées de France (Maison de Pasteur)* [19 juillet 1950] (p. 5595, 5596); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; P. T. T. : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6379, 6380); Chap. 1140 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le personnel des services techniques (transformation d'emplois)* (p. 6380). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe du passage à niveau de Saint-Amour (Jura) [13 juillet 1950] (p. 5401). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; Travaux neufs, Art. 5 : *Modernisation des télécommunications* [20 juillet 1950] (p. 5693, 5694); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 62, Etat C, P T T. : *Son amendement tendant à transformer 10.000 emplois d'agents d'exploitation en 10.000 emplois de contrôleurs* [2 août 1950] (p. 6480); *le retire* (ibid). — Pose à M. le Ministre des travaux publics et des transports une question relative aux passages à niveau de lignes de la S.N.C.F. [20 octobre 1950] (p. 7063); — une question relative au trafic ferroviaire dans la région de Dijon [20 octobre 1950] (p. 7064, 7065). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative au logement des receveurs et chefs de centres des P.T.T. [10 novembre 1950] (p. 7633). — Pose à M. le ministre de l'agriculture une question relative à la culture des pommes de terre dans la vallée de la Saône [24 novembre 1950] (p. 8120) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 3130 : *Son amendement tendant à réduire de 4.916.000 francs les crédits pour les frais de mission des membres français du Conseil de l'Europe* [12 décembre 1950] (p. 8977, 8978); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3140 : *Personnel ouvrier de l'Institut géographique national* [19 décembre 1950] (p. 9271); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 décembre 1950] (p. 9482); AGRICULTURE, Chap. 3300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la protection des végétaux (bostryches des forêts de pins)* [23 décembre 1950] (p. 9585); *le retire* (p. 9586). — Pose à M. le Ministre des travaux publics une

question relative aux facilités de transport accordées à certains assurés sociaux [26 janvier 1951] (p. 443). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons des mesures de suspension prises par le Ministre des P.T.T. contre des militants responsables de la Fédération des travailleurs des Postes [8 février 1951] (p. 907); Demande la jonction de cette interpellation à celle de M. de Menthon [16 février 1951] (p. 1296); et est entendu sur la fixation de la date de sa discussion [20 février 1951] (p. 1353, 1354, 1355, 1357). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contractuels de la navigation aérienne (personnel complémentaire de bord)* [14 mars 1951] (p. 1926, 1927); le retire (ibid.); Chap. 3110 : *Ecole nationale de l'aviation civile* (p. 1942, 1943); Chap. 3200 : *Entretien des bases aériennes (Aérodrome de Tavaux près de Dôle restitué aux anciens propriétaires)* (p. 1946, 1947); Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déficit d'Air-France (revendications du personnel complémentaire d'Air-France)* (p. 1956); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les œuvres privées dans les territoires d'outre-mer* [5 avril 1951] (p. 2728); P.T.T. en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 mai 1951] (p. 4415, 4416); Chap. 1000 : *Ses observations sur les revendications des postiers* (p. 4418, 4419, 4420, 4421); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le service des directions (création de 80 directeurs adjoints)* (p. 4430); Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services techniques spécialisés (transformations d'emplois)* (p. 4435); Chap. 1160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de remplacement (étalement de la période des congés)* (p. 4437, 4438); Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (travail de nuit)* (p. 4469); Chap. 3300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités (repas pris au dehors)* (p. 4475, 4476); Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour rattachement des abonnés au télé-*

*phone (centre des Laumes à Montbard)* (p. 4478, 4479); Chap. 6000 : *Secours (personnel atteint de poliomyélite)* [4 mai 1951] (p. 4518); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire (contrôleurs des installations mécanographiques)* (p. 4541, 4542, 4543); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (corps des receveurs et chefs de centre)* (p. 4544, 4545); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (congé des agents comptables)* (p. 4545); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services de distribution (création d'emplois de facteurs chefs)* (p. 4545, 4546); P.T.T. : amendé par le Conseil de la République, Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la redevance exigible des fonctionnaires logés* [22 mai 1951] (p. 5670).

#### **BARTOLINI (M. Jean), Député du Var.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre : de la Commission de défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la presse [2 mars 1948] (p. 1248), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé : juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195); juge suppléant à la Haute-Cour de justice instituée par l'article 58 de la Constitution [8 mai 1949] (p. 1328).

#### **Dépôts :**

Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à restituer la carte et les avantages du combattant aux marins embarqués durant la guerre 1914-1918 sur les navires-hôpitaux et ayant été affectés dans les bases navales françaises à